



**PRÉFET  
DE LA VENDEE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

La Roche-sur-Yon, le 28 novembre 2025

**Objet :** LAITERIE DE MONTAIGU à Montaigu-Vendée – Clôture du ré-examen IED

**Rapport de l'inspection des installations classées  
Ré-examen IED**

<b>Société :</b> SAS LAITERIE DE MONTAIGU, ci-après dénommé l'exploitant <b>Commune :</b> MONTAIGU-VENDEE <b>N° GUN :</b> 0006300905	
Date du dépôt initial du dossier par l'exploitant : 29/03/2021 actualisé le 19/12/2022, et complété les 28/04/2023 (rapport de base complété), 01/12/2023 (demande de dérogation) et 13/12/2024 (demande de délai) Régime de l'établissement : <input type="checkbox"/> Seveso seuil haut <input checked="" type="checkbox"/> Autorisation, et en particulier : <input checked="" type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso seuil bas	Priorités d'actions : <input type="checkbox"/> Établissement prioritaire national (PMI1) <input checked="" type="checkbox"/> Établissement à enjeux (PMI3) <input type="checkbox"/> Établissement autre (PMI7)

Par courrier du 29 mars 2021 et conformément au I de l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis à M. le Préfet un dossier de réexamen dit IED (rapport GES n° 18745 de novembre 2020) suite à la publication, le 4 décembre 2019, des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du secteur agroalimentaire et applicables à ses installations (BREF FDM - Food, Drink and Milk, rubrique principale ICPE n° 3643). Ces conclusions ont été reprises en droit français au travers de l'arrêté ministériel du 21 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 [...] de la nomenclature des installations classées

pour la protection de l'environnement. La conformité aux MTD doit être effective depuis le 4 décembre 2023.

Un premier examen du dossier (cf. rapport D21.0663 du 18 janvier 2022) a conduit l'inspection des installations classées à demander à l'exploitant de compléter son dossier sur divers points, et en particulier sur la demande de dérogation aux NEA-MTD (valeurs-limites d'émission) des rejets de poussières des tours de séchage du lait. En effet, l'exploitant indiquait dans son dossier que « *une demande de dérogation complète sera transmise au 1<sup>er</sup> semestre 2021* ».

En réponse, un dossier de ré-examen actualisé a été transmis par courriel du 19 décembre 2022. Ce dossier indiquait désormais « *la demande de dérogation complète sera transmise courant 2023.* »

Une demande de dérogation aux valeurs-limites d'émission de poussières des 4 tours de séchage du lait a finalement été déposée le 1<sup>er</sup> décembre 2023. Cette demande a été révisée le 13 décembre 2024 suite au courrier préfectoral du 8 juillet 2024 : l'exploitant sollicite désormais un délai pour la mise en conformité aux valeurs-limites de poussières.

Le présent rapport expose l'examen final du dossier de ré-examen IED actualisé (rapport GES n°187451 de novembre 2022) et de la demande de délai supplémentaire pour le respect des valeurs-limites des émissions de poussières des tours de séchage (rapport GES n° 219161 de décembre 2024). Il propose les suites à leur donner.

## **I - Présentation de l'établissement**

### **I.1 - Les activités du site**

La société LAITERIE DE MONTAIGU exerce à Montaigu-Vendée une activité de traitement du lait et de fabrication de produits laitiers tels que beurre AOP, crème UHT, préparations pour dessert, glace à l'italienne et poudre de lait. L'usine comporte 3 zones d'activités principales :

- une zone « pasto » pour la réception, l'écémage, la pasteurisation et la standardisation du lait ;
- une zone « produits frais » pour la production de lait et crème UHT, de beurre et de produits élaborés (crème brûlée, mix glace, granité, crème anglaise) ;
- une zone « produits secs » pour la production de poudres de lait adultes et infantiles.

Elle dispose en outre, principalement :

- d'installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac ou avec des fluides fluorés ;
- d'installations de combustion fonctionnant au gaz naturel (3 chaudières de puissance unitaire de 8,5 à 12 MW, 1 brûleur pour la tour de séchage 6 de 3,5 MW et un groupe électrogène) ;
- de stockage de matières premières, produits chimiques et produits finis.

### **I.2 - Situation administrative**

L'activité actuelle de la Laiterie de Montaigu a été autorisée par arrêté préfectoral n°14-DRCTAJ/1-36 du 27 janvier 2014. Compte tenu de son volume d'activité, elle relève de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite IED.

L'exploitant a présenté dans son dossier de réexamen la situation administrative actualisée du site, tenant compte des évolutions de nomenclature (et des demandes de bénéfice des droits acquis transmises dans ce cadre), ainsi que des évolutions intervenues sur le site et portées à la connaissance du préfet. La situation des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement est reprise dans le tableau ci-dessous, d'après les éléments contenus dans le dossier de réexamen :

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique (situation autorisée par AP)	Régime situation actuelle <sup>1</sup>
3642-3	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour.	350 t/j	A
<b>3643 (rubrique principale)</b>	<b>Traitement et transformation du lait exclusivement, la quantité de lait reçue étant &gt; à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle).</b>	<b>850 t/j</b>	<b>A</b>
4130-2.b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides.	22 t (acide nitrique)	A
2910-A.1	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...].	43,2 MW	E
1510-2 <sup>(2)</sup>	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité > à 500 tonnes dans des).	103 584 m <sup>3</sup>	E
2921.1 <sup>(3)</sup>	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle.	4041 kW	E
1185-2.a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	980 kg	DC

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique (situation autorisée par AP)	Régime situation actuelle <sup>1</sup>
1511 <sup>(2)</sup>	Entrepôts frigorifiques.	6410 m <sup>3</sup>	DC
2925.1 <sup>(3)</sup>	1. Accumulateurs (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	219 kW	D
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les stockages autres qu'en cavité souterraine ou que les stockages enterrés.	131,3 t	DC
4735-1	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire > à 50 kg.	600 kg	DC

<sup>1</sup>: A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle, D = Déclaration.

<sup>2</sup>: sans prise en compte de la modification de la nomenclature par le décret n° 2020-1169 du 24/09/2020, une demande de bénéfice d'antériorité étant en cours d'instruction.

<sup>3</sup>: pour la rubrique 2921, l'exploitant fait état d'une puissance totale de 5227 kW et 4 tours aéroréfrigérantes, puissance incohérente avec le reste du dossier, sans que cela n'ait a priori fait l'objet d'un porter à la connaissance du préfet ; ce point sera clarifié à l'occasion d'une prochaine inspection. Il en est de même pour la rubrique 2925 (puissance affichée par l'exploitant dans son dossier : 289 kW).

Au sens de l'article R.515-61 du code l'environnement, la rubrique principale du site est la rubrique 3643 relative au traitement et à la transformation du lait, comme stipulé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site du 27 janvier 2014.

## II - Analyse du dossier de ré-examen IED

### II.1 - Périmètre IED et BREF applicables

Suite à la demande de compléments du 18/01/2022, le périmètre IED finalement retenu par l'exploitant est le suivant :

- ensemble des ateliers de transformation du lait et de fabrication de produits laitiers classés sous les rubriques 3642 et 3643. Les principales fabrications sont des produits élaborés à partir du lait et autres matières premières : beurre, crème, lait, poudres de lait à partir de lait, œufs et matières végétales, glaces, crèmes brûlées ;
- les installations ou activités « connexes » suivantes :
  - installations de nettoyage des équipements (NEP et stockage de produits chimiques) ;
  - installations de combustion (3 chaudières et 1 brûleur) ;
  - entrepôts de stockage (matières premières, produits finis) ;
  - stockages de combustibles ;
  - installations frigorifiques (ammoniac et autres fluides frigorigènes) ;
  - tours aéroréfrigérantes ;
  - production d'air comprimé ;



- ateliers de charge d'accumulateurs ;
- collecte et rejet des eaux pluviales et des eaux industrielles ;
- stockage de déchets liés aux procédés ;
- forages d'alimentation en eau et station de traitement des eaux prélevées ;
- station de traitement des eaux usées industrielles (ouvrages d'épuration, produits chimiques, boues).

Il a jugé les installations suivantes non connexes à l'activité IED et les a donc exclus du périmètre :

- cuves de stockage de matières premières hors eaux de lavage, au motif qu'elles ne génèrent pas d'émissions ;
- transformateurs, TGBT, au motif qu'ils ne génèrent pas d'émissions ;
- les locaux administratifs, au motif qu'ils n'ont pas de liaisons techniques.

Concernant les BREFs applicables, le BREF sectoriel FDM (Industries agroalimentaires et laitières) est le seul BREF sectoriel s'appliquant au site. Le site n'étant classé que sous les rubriques IED 3642 et 3643, aucun BREF sectoriel secondaire n'est opposable. **Le BREF FDM a été retenu par l'exploitant.**

**L'exploitant a également retenu les BREFs transversaux suivants :**

- **EFS** (émissions dues au stockage de matières dangereuses ou en vrac) pour les stockages de ses produits chimiques de nettoyage (acide/base/produits lessiviels), de fioul qui alimente les chaudières et de boues issues du traitement des eaux ;
- **ICS** (systèmes de refroidissement industriels) pour ses condenseurs évaporatifs, suite à la demande de compléments du 18/01/2022.

Il a justifié de manière satisfaisante la non-application ou la non-pertinence des BREFs secondaires suivants : LCP (grandes installations de combustion ; la laiterie exploite des appareils de combustion de puissance unitaire inférieure à 15 MW qui sont exclus du champ de ce BREF), WT (traitement de déchets ; la laiterie ne traite aucun déchet sur son site), CWW (systèmes communs de traitement et de gestion des effluents aqueux et gazeux dans le secteur chimique ; le BREF FDM couvre largement le volet relatif à la gestion des effluents aqueux), SA (abattoirs et industries des sous-produits animaux ; pas de lien avec les activités de la laiterie), LVOC (chimie organique à grand volume de production ; pas de lien avec les activités de la laiterie), CLM (production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium ; pas de lien avec les activités de la laiterie).

Il a également justifié de manière satisfaisante la non-application ou la non-pertinence du BREF transversal ENE (efficacité énergétique ; le BREF FDM traite de ces sujets). De même, il indique que les documents de référence ROM – Principes généraux de surveillance et ECM – Aspects économiques et effets multimilieux, n'ont pas vocation à être pris en compte dans le dossier de réexamen, ces documents n'étant pas des BREFs, ce qui est confirmé par le guide ministériel de mise en œuvre de la directive IED.

Avis de l'inspection des installations classées :

**Bien que non signalé lors de la demande de compléments du 18/01/2022, les stockages de matières premières (cuves de lait) sont à intégrer au périmètre IED** ainsi que le spécifie le guide ministériel pour la simplification du réexamen de décembre 2020. En effet, s'ils ne génèrent pas d'émission en fonctionnement normal, ils sont susceptibles d'engendrer une pollution organique des eaux en cas de déversement ou d'accident. Ils sont par ailleurs clairement connexes aux activités visées par les rubriques 3642 et 3643.

Le choix des BREFs n'appelle aucune remarque.

## II.2 - Examen des MTD du BREF principal FDM

Conformément au guide de simplification du réexamen, l'exploitant a comparé la situation du site vis-à-vis des meilleures techniques disponibles (MTD) issues de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 du 12/11/2019 établissant les conclusions sur les MTD dans les industries agroalimentaire et laitière tout en tenant compte de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020 qui encadre la mise en œuvre de ces MTD.

Les MTD potentiellement applicables au périmètre IED du site sont les MTD 1 à 15 (MTD génériques) et les MTD 21 à 23 (MTD sectorielles des laiteries) du BREF FDM.

Dans la suite du présent chapitre, la numérotation des MTD correspond à celle de la décision européenne du 12/11/2019. Les exigences correspondantes de l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020 sont indiquées en italique.

### II.2.1 - MTD déjà appliquées par le site

- **MTD 1 – point 5 : système de management environnemental (SME)**  
L'exploitant indique mettre d'ores et déjà en place des mesures de management de l'environnement répondant aux exigences du système de management environnemental décrites dans la MTD 1. Il indique que son système de management environnement sera formalisé à l'échéance de 2023.
- **MTD 2 – point 6 : inventaire des consommations et émissions**
- **MTD 3 – point 7.1 : suivi et inventaire des effluents aqueux**  
L'exploitant indique en particulier assurer la gestion des nettoyages en place par suivi de la conductivité et du pH. Il assure également un suivi des macropolluants (pH, DCO, MES, NGL, Ptot, DBO<sub>5</sub> en sortie du bassin tampon de la station d'épuration, avant traitement)
- **MTD 6 – point 8 : efficacité énergétique (cf. également MTD 21, spécifique aux laiteries)**
- **MTD 7 – point 9 : consommation d'eau et rejet des effluents aqueux**  
Outre l'indication de la mise en œuvre de cette MTD, l'exploitant s'est comparé aux niveaux indicatifs de performance environnementale spécifiques aux laiteries pour ses effluents :

Produit principal (au moins 80 % de la production)	Unité	Rejets d'effluents aqueux spécifiques (moyenne annuelle)	Situation de l'établissement
Lait de consommation	MP/tonne de matières premières	0,3-3,0	Pour l'ensemble du site en 2019 : 2,12 m³/t MP
Poudre		1,2-2,7	
Fromage		0,75-2,5	
			NA

Il précise que cette comparaison est donnée à titre informatif : si la poudre et le lait sont bien fabriqués sur le site, ils ne représentent pas plus de 80 % de la production.

#### Avis de l'inspection des installations classées :

L'inspection des installations classées relève que les niveaux de performance indicatifs figurant dans la décision européenne n'ont pas été repris dans l'arrêté ministériel du 27/02/2020 car ils n'ont pas de valeur réglementaire. Il est également rappelé qu'une partie des effluents produits (et traités) ne sont pas directement rejetés au milieu naturel (épandage sur terres agricoles).

- **MTD 8 – point 10.1 : substances dangereuses – Choix et utilisations des produits**
- **MTD 10 – point 11 : utilisation efficace des ressources**
- **MTD 11 – point 12 : maîtrise, stockage des émissions dans l'eau**  
Le site dispose d'un bassin tampon, en amont de la station de traitement des eaux, de 1650 m³, soit l'équivalent de 2 jours de stockage. Il dispose également d'autres ouvrages pouvant être alimentés en by-passant le bassin tampon, totalisant un volume de 16600 m³ (dont un silo à

boues de 5000 m<sup>3</sup> et une lagune de 5000 m<sup>3</sup> pour le stockage d'effluents destinés à être épandus). En outre, les eaux pluviales sont collectées séparément vers un bassin de régulation qui fait également office de bassin de confinement.

- **MTD 12 – points 7.2 (VLE génériques) et 17.4 (VLE du secteur des laiteries) : niveaux d'émission associés à la MTD (NEA-MTD) / valeurs limites d'émissions (VLE)**

Le rejet des effluents au milieu naturel est interdit du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre (AP d'autorisation du 27/01/2014). Sur cette période les effluents sont épandus sur des terres agricoles.

Les NEA-MTD (VLE) ne s'appliquent donc qu'en période de rejet dans la Maine, c'est-à-dire du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mai.

L'exploitant indique respecter les VLE prescrites par son arrêté d'autorisation qui sont elles-mêmes compatibles avec les NEA-MTD fixées par l'arrêté ministériel du 27/02/2020, comme l'illustre le tableau suivant :

Substance	VLE fixée par l'AP du 27/01/2014		VLE/NEA-MTD fixée par l'AM 27/02/2020 (mg/L)
	Concentration (mg/L)	Flux (kg/j)	
MES	30	49,5	50 ou 35 si flux > 15 kg/j et si efficacité du traitement < à 90 %
DBO <sub>5</sub>	20	33	100 ou 30 si flux > 30 kg/j et si efficacité du traitement < 90 %
DCO	90	148,5	100 ou 125 si efficacité du traitement ≥ 95 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production
Phosphore	2	2	2 ou 4 si efficacité du traitement ≥ 95 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production
Azote global	10	16,5	20 ou 30 si efficacité du traitement > 80 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production

**Avis de l'inspection des installations classées :**

L'inspection des installations classées note qu'en plus de la conformité de ses rejets dans la Maine, l'exploitant s'est également déclaré conforme à la MTD 12 de la décision européenne qui consiste à recourir à une combinaison appropriée de techniques de traitement des eaux. Ces techniques de la MTD n'ont pas été reprises dans l'arrêté ministériel du 27/02/2020.

- **MTD 14 – point 13.2 : prévention des émissions sonores**
- **MTD 21 – point 17.1 : efficacité énergétique (secteur de l'industrie laitière)**  
Outre l'indication de la mise en œuvre de cette MTD, l'exploitant s'est comparé aux niveaux indicatifs de performance environnementale spécifiques au secteur des laiteries pour la consommation d'énergie spécifique :

Produit principal (au moins 80 % de la production)	Unité	Consommation d'énergie spécifique (moyenne annuelle)	Situation de l'établissement
Lait de consommation	MWh/tonne de matières premières	0,1-0,6	Pour l'ensemble du site en 2019 : <b>0,46 MWh/t MP</b>
Poudre		0,2-0,5	
Fromage		0,10-0,22 (1)	NA
Lait fermenté		0,2-1,6	NA

(1) Le niveau de consommation d'énergie spécifique peut ne pas être applicable en cas d'utilisation de matières premières autres que le lait.

Il précise que cette comparaison est donnée à titre informatif : si la poudre et le lait sont bien fabriqués sur le site, ils ne représentent pas plus de 80 % de la production.

**Avis de l'inspection des installations classées :**

L'inspection des installations classées relève que les niveaux de performance indicatifs figurant dans la décision européenne n'ont pas été repris dans l'arrêté ministériel du 27/02/2020 car ils n'ont pas de valeur réglementaire.

- **MTD 22 – point 17.2 : déchets (secteur de l'industrie laitière)**



## II.2.2 - MTD pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à se mettre en conformité dans le délai réglementaire de quatre ans, c'est-à-dire avant le 4 décembre 2023

- MTD 4 – points 4 (méthodes d'analyse) et 7.2 (méthodes d'analyse et fréquence de surveillance des rejets dans l'eau) : surveillance des émissions dans l'eau (normes et fréquences)

Les effluents du site sont rejetés au milieu naturel (la Maine) du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mai. En dehors de cette période, les effluents sont épandus sur des terres agricoles (pas de rejet direct au milieu naturel).

L'exploitant indique assurer une autosurveillance de son rejet au milieu naturel selon les modalités précisées dans le tableau suivant :

Paramètre	Labo interne	Norme / méthode	Laboratoire LEAV COFRAC	Norme
MES	1 / jour	NF EN 872	1 / trimestre	NF EN 872
DCO	1 / jour	LCK 314 (ISO 15705)	1 / mois	NF T 90-101 / ISO 15705
DBO5	-	-	1 / semaine	NF EN 1899-1
NGL	1 / semaine	LCK138	1 / trimestre	NF EN 25663 NF EN ISO 13395
P	1 / semaine	LCK349	1 / trimestre	NF EN ISO 6878

Pour ce qui concerne les normes et méthodes de surveillance, si la MTD 4 de la décision d'exécution européenne prévoit le recours à une norme, la transposition en droit français dans l'arrêté ministériel du 27/02/2020 n'a pas repris cette disposition car les normes ne sont pas libres d'accès. L'arrêté ministériel prescrit donc : « Pour la surveillance des effluents aqueux, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante ».

L'exploitant précise que son autosurveillance a été validée par l'agence de l'eau Loire-Bretagne (AELB) dans le cadre des dispositions réglementaires relatives au suivi régulier des rejets (SRR).

### Avis de l'inspection des installations classées :

Cette validation de l'autosurveillance par l'AELB permet de considérer que les méthodes d'analyse utilisées par l'exploitant permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. L'inspection note également que le paramètre « azote total » de la MTD a été assimilé à l'azote global dans la réglementation française.

Pour ce qui concerne les fréquences de surveillance, elle est conforme à la MTD pour la DCO, les MES et la DBO<sub>5</sub>. L'exploitant s'engage à basculer, fin 2023, sur une surveillance quotidienne pour l'azote global et le phosphore total, et à une surveillance mensuelle pour les chlorures.

### Avis de l'inspection des installations classées :

L'examen des résultats d'autosurveillance en période de rejet direct au milieu naturel déclarés par l'exploitant dans l'application GIDAF montre que l'exploitant ne déclare qu'un résultat mensuel pour Ngl et Ptot, et annuel pour les chlorures, l'application GIDAF n'ayant pas été configurée pour la fréquence applicable depuis fin 2023. Une modification du paramétrage de GIDAF sera effectuée par l'inspection des installations classées et un contrôle du respect de la fréquence de surveillance de l'azote global, du phosphore total et des chlorures sera réalisé à l'occasion d'une prochaine inspection.

- MTD 5 – point 2 et une partie du 17.3 : évaluation et surveillance des émissions dans les effluents gazeux canalisés

La Laiterie de Montaigu n'est visée que par la surveillance des poussières issues de ses installations de séchage du lait. L'exploitant indique assurer cette surveillance conformément à la norme EN 13284-1, ce qui est conforme à la MTD. Il s'engage à effectuer cette surveillance une fois par an d'ici à la fin de l'année 2023 (la surveillance était effectuée 1 fois tous les 3 ans conformément à son arrêté d'autorisation).



- **MTD 9 – point 10.2 : fluides frigorigènes**

Selon la liste des installations contenant des fluides frigorigènes, outre l'ammoniac, fournie par l'exploitant, une installation contenant 15 kg de R22 (potentiel d'appauvrissement (ODP) de 0,055) et deux installations contenant un total de 105 kg de R404A (potentiel de réchauffement global (GWP) de 3260) sont exploitées. L'exploitant s'engage à remplacer ces fluides à compter du 04/12/2023 par des fluides dont l'ODP est nul et le GWP inférieur à 2500.

### II.2.3 - **MTD non applicables**

- **MTD 13 – point 13.1 : plan de gestion du bruit**

Cette MTD n'est applicable que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.

L'exploitant considère que cette MTD n'est pas applicable pour les raisons suivantes :

- le site est implanté dans une zone industrielle avec absence de zone sensible ;
- la zone résidentielle la plus proche se situe à plus de 150 mètres ;
- des mesures de niveaux sonores sont réalisées tous les 3 ans ;
- une attention particulière est portée sur les installations potentiellement bruyantes ;
- absence de plainte pour nuisances sonores.

- **MTD 15 – point 14 : odeurs**

Cette MTD n'est applicable que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.

L'exploitant considère que cette MTD n'est pas applicable car le site ne génère pas de nuisances olfactives permanentes ou répétées. Les nuisances rencontrées lors de la mise en service de la station de traitement des eaux ont été évitées en modifiant le fonctionnement du bassin tampon.

### II.2.4 - **MTD pour laquelle l'exploitant s'engage à se mettre en conformité à une échéance supérieure au 04/12/2023**

Cela ne concerne que la MTD 23 (point 17.3) et plus spécifiquement le niveau d'émission de poussières associé à cette MTD (NEA-MTD), spécifique au secteur de l'industrie laitière.

Selon la décision européenne du 12 novembre 2019, la MTD 23 consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous afin de réduire les émissions canalisées de poussières résultant du séchage du lait :

Technique	Applicabilité
a) Filtre à manche	Peut ne pas être applicable dans le cas de la poussière collante.
b) Cyclone	Applicable d'une manière générale.
c) Épurateur par voie humide	Applicable d'une manière générale.

L'exploitant indique que **chacune de ses 4 tours de séchage (tours 3, 4, 5 et 6) est équipée de cyclones.**

L'arrêté ministériel du 27/02/2020 ne prescrit pas les techniques à mettre en œuvre pour la réduction des émissions de poussières issues du séchage du lait mais fixe, au point 17.3, l'objectif à atteindre en termes de valeur-limite d'émission (VLE), en reprenant la fourchette haute du niveau d'émission associé à cette MTD n° 23 (NEA-MTD) :

Paramètre	Procédé spécifique	NEA-MTD / VLE
Poussière	Séchage	10 mg/Nm <sup>3</sup> <sup>(1)</sup>
(1) La VLE est de 20 mg/Nm <sup>3</sup> » pour le séchage du lactosérum en poudre déminéralisé, de la caséine et du lactose		

Les NEA-MTD / VLE applicables aux tours de séchage de la Laiterie de Montaigu sont les suivantes, compte tenu de la typologie des matières séchées :

Installation	Tour 3	Tour 4	Tour 5	Tour 6
NEA-MTD / VLE pour les émissions canalisées de poussières	10 mg/Nm <sup>3</sup>	20 mg/Nm <sup>3</sup>	10 mg/Nm <sup>3</sup>	20 mg/Nm <sup>3</sup>

L'exploitant avait initialement sollicité une dérogation à l'application des NEA-MTD pour l'ensemble de ses 4 tours de séchage, par courrier du 1<sup>er</sup> décembre 2023. Suite à l'examen de cette demande par l'inspection des installations classées (cf. rapport référencé D24.0178 du 5 juin 2024), il lui a été indiqué par courrier préfectoral du 8 juillet 2024, que sa demande n'était pas justifiée notamment au regard du critère relatif aux caractéristiques techniques de ses installations visé à l'article R. 515-68 du code de l'environnement. En effet, pour ce critère, il n'évoquait que des motifs économiques sans justifier en quoi ses installations présentaient des spécificités techniques, c'est-à-dire des caractéristiques techniques particulières différentes de celles classiquement rencontrées dans son secteur d'activité. Il lui a donc été demandé de justifier l'éligibilité de ses installations à une demande de dérogation au regard du critère technique défini au I.b) de l'article R. 515-68 rappelé ci-dessous :

« I.-Sans préjudice des articles R. 181-43 et R. 181-54 et par dérogation aux dispositions de l'article R. 515-67, les valeurs limites d'émission mentionnées à l'article R. 515-66 peuvent, sur demande de l'exploitant, excéder, dans des conditions d'exploitation normales, les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles s'il justifie dans une évaluation que l'application des dispositions de l'article R. 515-67 entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison :

a) De l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement ; ou

b) Des caractéristiques techniques de l'installation concernée. »

En outre, cette demande :

- n'étudie pas la possibilité d'une mise en conformité partielle des tours ;
- n'étudie ni ne propose de délai de mise en conformité permettant un étalement des investissements ;
- ne justifie pas les coûts avancés pour la mise en conformité, n'apporte aucun élément technique et n'en démontre pas le caractère insupportable pour l'entreprise ;
- sous-estime vraisemblablement le tonnage de poussières évité par la mise en place de filtres à manches.

Par courrier du 13 décembre 2024, l'exploitant a revu sa demande : celle-ci est désormais présentée comme une « demande de dérogation de délai » pour la mise en conformité de ses tours de séchage aux NEA-MTD. Pour cela, l'exploitant a étudié puis travaillé sur les paramètres de ses procédés et sur les formulations des recettes mises en œuvre afin d'atteindre les NEA-MTD applicables à ses tours de séchage. Ainsi, **pour les tours 4 et 6**, pour lesquelles la NEA-MTD est de 20 mg/Nm<sup>3</sup>, **ce travail permet d'aboutir à des rejets conformes pour des recettes du groupe A et B :**

Installation	Tour 4				Tour 6				
Date de la mesure	30/03/23	31/05/23	29/08/23	17/04/24	12/01/23	23/03/23	24/05/23	06/09/23	22/04/24
Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	18,6	15,8	24,6	10,68	24,5	26,6	12,4	6,23	12,3
Groupe de recette	A	A	D	B	C	C	A	A	A

L'exploitant indique que la majorité des recettes infantiles produites sur son site relève désormais des groupes A et B. **Cependant, il précise que ce travail nécessite d'être consolidé. Il s'engage ainsi sur un délai de 18 mois (soit une échéance à mi-2026) pour garantir la conformité des rejets de ses tours 4 et 6** afin de pouvoir effectuer des optimisations des paramètres de production et/ou des ajustements de recettes nécessitant des échanges avec ses clients.

Pour les tours 3 et 5, pour lesquelles la NEA-MTD est de 10 mg/Nm<sup>3</sup>, les améliorations sur les paramètres de production ont permis d'obtenir un résultat conforme sur la tour 3 avec une concentration mesurée à 8,9 mg/Nm<sup>3</sup> le 30/10/2024. L'exploitant précise toutefois que ces modifications conduisent à une baisse de productivité que des aménagements encore à l'étude, notamment sur les cyclones, pourraient compenser. Aussi, afin de consolider les résultats obtenus et finaliser la pertinence des aménagements possibles sur le procédé, l'exploitant s'engage sur un délai de mise en conformité de 36 mois (soit une échéance à fin 2027).

Il rappelle que l'étude d'interprétation de l'état des milieux et d'évaluation des risques sanitaires liés aux rejets de poussières par les tours de séchage effectuée en 2022-2023 dans le cadre de sa demande initiale de dérogation aux NEA-MTD montre que les rejets de poussières de la laiterie n'ont pas d'incidence significative sur la qualité sanitaire de l'air environnant.

Sur le plan de la justification de la demande vis-à-vis du critère I.b de l'article R. 515-68 du code de l'environnement, l'exploitant a globalement maintenu son analyse présentée dans sa demande initiale du 1<sup>er</sup> décembre 2023. La synthèse du calcul du ratio coûts-efficacité (RCE) effectué pour un seul scénario consistant au remplacement des cyclones par des filtres à manches est reprise ci-dessous :

Installation	Coût d'investissement en k€	Tonne de poussières évitée/an	RCE (10% -10 ans) K€/t évitée
Tour de séchage n°3	10 838	8	723
Tour de séchage n°4	8 658	0,15	14 063
Tour de séchage n°5	9 553	2	1 771
Tour de séchage n°6	8 531	0,99	2 502

Sur cette base, l'exploitant conclut que les RCE sont extrêmement élevés.

Avis de l'inspection des installations classées :

Il est relevé en premier lieu que l'exploitant ne sollicite plus de dérogation aux NEA-MTD mais s'engage désormais sur l'atteinte des NEA-MTD, applicables depuis le 04/12/2023, au plus tard pour mi-2026 pour les tours 4 et 6 et fin 2027 pour les tours 3 et 5. Il s'agit d'une avancée majeure. Toutefois, la demande de délai formulée par l'exploitant ne peut être vue comme une demande de dérogation de type « délai supplémentaire » pour les raisons majeures suivantes :

⇒ en premier lieu, le dossier transmis le 13 décembre 2024 ne justifie toujours pas en quoi ses installations sont spécifiques par rapport aux autres installations de son secteur d'activité. En outre, l'analyse technico-économique effectuée par l'exploitant n'est pas cohérente avec sa demande. En effet, l'exploitant s'engage clairement sur une mise en conformité de ses installations en agissant sur les formulations de ses recettes et les paramètres de production, tout en conservant la technique actuellement en place de traitement des rejets des tours de séchage par des cyclones. L'évaluation technico-économique, quant à elle, demeure basée sur un unique scénario de remplacement des cyclones par des filtres à manches, ce qui ne correspond pas au scénario finalement retenu par l'exploitant pour la mise en conformité.

**Les installations de la Laiterie de Montaigu ne peuvent donc pas être considérées comme étant éligibles à une demande de dérogation sur le délai de mise en conformité au regard du critère technique défini au I.b) de l'article R. 515-68 ;**

⇒ en second lieu, les résultats des dernières mesures des émissions de poussières des tours 4 et 6 portés à la connaissance de l'administration au travers du dossier montrent que ces émissions sont conformes à la NEA-MTD. La consultation de la déclaration des émissions de poussières sur l'année 2024 effectuée par l'exploitant sur le site GERE (registre national des émissions) confirme cette conformité avec une concentration déclarée pour les tours 4 et 6 de, respectivement, 13,3 mg/Nm<sup>3</sup> et 10,2 mg/Nm<sup>3</sup>.



Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de prendre note des actions engagées par l'exploitant pour la mise en conformité des émissions de poussières de ses tours de séchage vis-à-vis des NEA-MTD applicables de plein droit depuis le 4 décembre 2023. La conformité sera suivie au travers d'une prochaine inspection, en particulier pour les tours 3 et 5.

### II.3 - Examen des MTD du BREF transversal EFS

L'exploitant s'est positionné vis-à-vis du BREF EFS (émissions dues au stockage de matières dangereuses ou en vrac, juillet 2006) pour les stockages suivants :

- acide nitrique : 2 cuves de 8 m<sup>3</sup> ;
- soude : 2 cuves de 15 m<sup>3</sup> ;
- acide sulfurique : cuve de 20 m<sup>3</sup> ;
- chlorure ferrique : cuve de 20 m<sup>3</sup> ;
- produits chimiques en petits contenants (bidons fûts, containers) ;
- fioul domestique : 1 cuve de 150 m<sup>3</sup>, 1 cuve enterrée de 4,5 m<sup>3</sup>, 1 cuve groupe de 2 m<sup>3</sup>, 3 anciennes cuves vidées et inertées ;
- boues d'épuration : silo de 5000 m<sup>3</sup>.

Les MTD considérées comme applicables sont les suivantes (numérotation issue du dossier de l'exploitant) : 1, 2, 3, 4, 7, 10, 15, 17, 18, 19, 20, 22, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 41, 45, 46, 47, 48, 49, 53 et 54. L'exploitant indique répondre aux exigences de ces MTD pour les stockages examinés.

#### Avis de l'inspection des installations classées :

L'analyse de l'examen initial effectué par l'exploitant est présentée dans le rapport de l'inspection des installations classées du 18 janvier 2022 (référence D21.0663). Elle n'est pas reprise dans le présent rapport afin de ne pas l'alourdir. L'exploitant a répondu aux remarques, qualifiées de non rédhibitoires, formulées dans le courrier du 18 janvier 2022. Les précisions apportées n'appellent pas de remarque majeure.

### II.4 - Examen des MTD du BREF transversal ICS

Suite à la demande de l'inspection des installations classées du 18 janvier 2022, l'exploitant s'est positionné vis-à-vis du BREF ICS (systèmes de refroidissement industriels, décembre 2001) pour les installations suivantes :

- circuit de refroidissement à l'ammoniac « SDM NH3 » ;
- circuit de refroidissement « TAR Evapo 1 » ;
- circuit de refroidissement « TAR Tour 6 ».

Il s'agit de circuits de refroidissement fermés, alimentés par le réseau d'eau potable.

Les MTD considérées comme applicables à ces installations ont été examinées par l'exploitant qui indique répondre aux exigences de ces MTD pour les circuits examinés. Leur mise en œuvre par l'exploitant pour les principaux objectifs visés par le BREF est succinctement présentée ci-dessous :

- réduction de la consommation d'énergie : prise en compte dès la conception des installations au travers du cahier des charges, régulation des débits sur niveau d'eau, traitement de l'eau pour éviter l'encrassement et la corrosion ;
- réduction de la consommation d'eau : systèmes à recirculation (pas de circuit ouvert), purges de déconcentration gérées par suivi de la conductivité ;
- réduction de l'entraînement d'organismes pour le cas de systèmes alimentés par prélèvement d'eau de surface : non applicable (systèmes alimentés par le réseau d'eau potable) ;
- réduction des émissions dans l'eau : analyse méthodique des risques pour un fonctionnement adapté et optimisé des systèmes et en particulier pour le traitement de l'eau, alimentation des



systèmes par l'eau du réseau d'eau potable, analyse de l'eau des purges de déconcentration, nettoyage complet chimique et mécanique une fois par an ;

- réduction des émissions dans l'air : pare-gouttelettes avec perte inférieure à 0,01 % du flux total de recirculation ;
- réduction des émissions sonores : niveaux sonores et émergences de l'établissement conforme à la réglementation ICPE ;
- réduction du risque de fuite : traitement anti-corrosion de l'eau, suivi journalier des compteurs d'eau des circuits, maintenance préventive,  $\Delta T$  aux bornes des échangeurs de chaleur  $\leq 50^{\circ}\text{C}$  pour éviter les microfissures ;
- réduction du risque biologique : conception pour éviter les zones stagnantes, traitement biocide de l'eau de refroidissement, nettoyage annuel, surveillance périodique de la présence de pathogènes (légionelles), port des équipements de protection individuelle pour les agents intervenant au niveau des tours aéroréfrigérantes.

**Avis de l'inspection des installations classées :**

L'examen opéré par l'exploitant n'appelle pas de remarque majeure. Il est rappelé que la réglementation française intègre les principales MTD du BREF ICS, voire est plus exigeante en particulier pour ce qui concerne les prélèvements d'eau (principe d'interdiction du refroidissement en circuit ouvert) et la prévention du développement des légionelles (arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des ICPE).

**II.5 - Avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70**

L'exploitant a précisé qu'aucune des situations mentionnées au III de l'article R.515-70 du Code de l'environnement ne concerne son établissement.

**III - Le rapport de base**

La directive IED a introduit l'obligation de remettre un rapport de base, qui décrit l'état du sol et des eaux souterraines, qui sera utilisé lors de la mise à l'arrêt définitif des installations.

Le rapport de base est dû dès que l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement CLP (Règlement n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à l'étiquetage et à l'emballage des substances et mélanges) et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site (article L 515-30 du code de l'environnement).

Dans un premier temps, l'exploitant avait remis un mémoire en vu de justifier de la non redevabilité d'un rapport de base. Suite au premier examen effectué par l'inspection des installations classées, l'exploitant a remis un rapport de base (rapport GES n° 187471 d'avril 2023) comportant des investigations de sols au niveau des stockages de fioul toujours en exploitation et d'anciens stockages et installation de distribution de fioul. Ce rapport conclut : « *Aucune contamination liée à l'activité de l'établissement n'a été relevée dans les sols du site de la LAITERIE DE MONTAIGU. [...] L'exploitation des installations retenues (stockages d'hydrocarbures) n'a pas eu d'impact notable sur les sols ou le sous-sol aux abords immédiats.* »

**Avis de l'inspection des installations classées :**

Le rapport de base ne met pas en évidence de pollution. Conformément à l'article 6bis IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, une surveillance des eaux souterraines et des sols doit être menée par l'exploitant.

#### **IV - Conclusion et propositions de l'inspection des installations classées**

Le dossier de réexamen « IED » des conditions d'autorisation de la SAS LAITERIE DE MONTAIGU, déposé le 29/03/2021 et complété en dernier lieu le 13/12/2024, est désormais considéré comme complet et régulier.

Au vu des éléments développés dans le présent rapport, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet :

- d'acter la clôture du réexamen « IED » et, conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement, d'informer l'exploitant de l'absence de nécessité d'actualiser, à ce jour, les prescriptions des arrêtés préfectoraux en vigueur, les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation s'appliquant de plein droit depuis le 4 décembre 2023 à la SAS LAITERIE DE MONTAIGU ;
- de faire part à l'exploitant que les stockages de matières premières (cuves de lait) sont à intégrer au périmètre IED ainsi que le spécifie le guide ministériel pour la simplification du réexamen de décembre 2020. En effet, s'ils ne génèrent pas d'émission en fonctionnement normal, ils sont susceptibles d'engendrer une pollution organique des eaux en cas de déversement ou d'accident. Ils sont par ailleurs connexes aux activités visées aux rubriques 3642 et 3643 ;
- de rappeler à l'exploitant son engagement à avoir, depuis le 4 décembre 2023 :
  - mis en place une surveillance quotidienne de ses rejets aqueux pour l'azote global et le phosphore total, et mensuelle pour les chlorures,
  - mis en place une surveillance annuelle des émissions de poussières des 4 tours de séchage,
  - remplacé les fluides frigorigènes R22 et R404A par des fluides dont le potentiel d'appauvrissement est nul et le potentiel de réchauffement global inférieur à 2500 ;
- de prendre note qu'au vu des derniers résultats des rejets en poussières des tours de séchage 4 et 6 portés à la connaissance des services de l'État au travers de la déclaration « GEREP » portant sur l'année 2024, ces rejets respectent la valeur-limite qui leur est applicable depuis le 04/12/2023 (20 mg/Nm<sup>3</sup>) ;
- de prendre acte de l'engagement de l'exploitant à mettre en conformité les rejets en poussières des tours 3 et 5 avec la valeur-limite qui leur est applicable depuis le 04/12/2023 (10 mg/Nm<sup>3</sup>), le délai de mise en conformité étant susceptible d'être encadré conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en fonction des constats qui pourront être effectués à l'occasion d'une prochaine inspection.

**Ci-joint, en annexe, un projet de courrier en ce sens que je vous invite à mettre à la signature du corps préfectoral et à transmettre à l'exploitant.**

Enfin, conformément à l'article R. 515-79 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées rappelle que :

- la notification du Préfet à l'exploitant précisant la non-nécessité de mise à jour de l'autorisation,
- une copie du présent rapport,

seront diffusées par voie électronique (publication sous GEORISQUES).

## ANNEXE

### Projet de lettre à l'exploitant clôturant l'instruction du ré-examen IED

Madame la Présidente,

Par courrier du 13 décembre 2024, en réponse à ma demande du 8 juillet 2024, vous m'avez adressé un dossier (rapport GES n° 219161 de décembre 2024) comportant :

- une présentation de votre plan d'actions pour la mise en conformité des émissions de poussières de vos 4 tours de séchage du lait vis-à-vis des valeurs-limites fixées par la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission Européenne du 12 novembre 2019 relative aux meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière ;
- un dossier de ré-examen au titre de la directive dite IED (rapport GES n° 187451 de novembre 2022) en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement ;
- un rapport d'étude « interprétation de l'état des milieux et évaluation des risques sanitaires liés aux rejets de poussières par les tours de séchage » (rapport GES n° 219161 de décembre 2024).

En outre, un rapport de base (rapport GES n° 187471 d'avril 2023) a été remis par courriel du 28 avril 2023, conformément au I.3° de l'article R. 515-59 du code de l'environnement.

Sur proposition de l'inspection des installations classées, je considère que l'instruction de ces éléments est désormais clôturée. Au vu de cette instruction, je vous informe :

- de l'absence de nécessité d'actualiser, à ce stade, les prescriptions des arrêtés préfectoraux en vigueur, les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation s'appliquant de plein droit depuis le 4 décembre 2023 aux installations que vous exploitez à Montaigu-Vendée ;
- de l'intégration des stockages de matières premières (cuves de lait) à votre périmètre IED ainsi que le spécifie le guide ministériel pour la simplification du réexamen de décembre 2020. En effet, s'ils ne génèrent pas d'émission en fonctionnement normal, ils sont susceptibles d'engendrer une pollution organique des eaux en cas de déversement ou d'accident. Ils sont par ailleurs connexes aux activités visées aux rubriques 3642 et 3643 ;
- prendre note qu'au vu des derniers résultats des rejets en poussières des tours de séchage 4 et 6 portés à la connaissance des services de l'État au travers de la déclaration « GEREP » portant sur l'année 2024, ces rejets respectent la valeur-limite qui leur est applicable depuis le 04/12/2023 ( $20 \text{ mg/Nm}^3$ ) ;
- prendre acte de votre engagement à mettre en conformité les rejets en poussières des tours 3 et 5 avec la valeur-limite qui leur est applicable depuis le 04/12/2023 ( $10 \text{ mg/Nm}^3$ ), le délai de mise en conformité étant susceptible d'être encadré conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en fonction des constats qui pourront être effectués à l'occasion d'un prochain contrôle par l'inspection des installations classées.

Je relève enfin, que selon votre engagement pris dans le dossier de ré-examen au titre de la directive dite IED, vous avez, depuis le 4 décembre 2023 :

- mis en place une surveillance quotidienne de ses rejets aqueux pour l'azote global et le phosphore total, et mensuelle pour les chlorures ;
- mis en place une surveillance annuelle des émissions de poussières des 4 tours de séchage ;
- remplacé les fluides frigorigènes R22 et R404A par des fluides dont le potentiel d'appauvrissement est nul et le potentiel de réchauffement global inférieur à 2500.

Le Préfet